

Article de journal paru dans «Jornal de Notícias», édition du 9 juillet 2012

UNE QUESTION DE RÉGIME: SANS CONFIANCE, PAS DE SOLUTION

Maia, le 7 juillet 2012

José Albino da Silva Peneda

Les agents économiques et sociaux, avec lesquels je suis en contact, partagent un sentiment généralisé selon lequel les efforts susceptibles d'être consentis pour encourager la reprise de l'économie sont en train de s'essouffler.

La plus grande préoccupation provient des multiples doutes qui planent sur les délais définis pour l'exécution du plan de la troïka pour l'ajustement du déficit. L'idée selon laquelle le rythme d'exécution prévu aura des conséquences néfastes sur l'économie, la stabilité sociale, la sécurité des personnes et des biens, voire sur la possibilité d'atteindre les objectifs proposés en termes de déficit budgétaire, fait son chemin.

Mais n'éluons pas la question. C'est un fait. Il existe bel et bien un problème de confiance.

Cette préoccupation est légitime. En premier lieu, le programme de la troïka a été conçu par des institutions qui professent toutes des opinions différentes sur les perspectives de l'évolution économique en général et qui présentent une méconnaissance de la réalité concrète de l'économie portugaise, en particulier. Rien d'autre ne saurait justifier l'expression utilisée par les représentants de ces institutions lorsqu'ils ont réagi à l'évolution du taux de chômage dans notre pays. En effet, ils se sont dits surpris. Or, ceux qui connaissent la réalité de l'économie portugaise savent que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, l'emploi, ici, dépend, en grande partie, de ce qui se passe sur le marché intérieur. Face à l'adoption de politiques réduisant la demande intérieure de manière brutale, aucun connaisseur de la réalité portugaise n'a pu se sentir surpris. La dose utilisée cette fois-ci était clairement exagérée.

En deuxième lieu, le mémorandum négocié avec la troïka se fonde sur l'idée de l'existence d'une structure économique plus ou moins équilibrée dans le pays. Or, ce n'est pas exact. Dans le cas portugais, il existe un déséquilibre structurel très profond en termes de structures de production, que l'on ne peut pas corriger par des ajustements sur des

périodes aussi courtes. Voilà la distorsion de fond du programme. En effet, l'on a estimé que, comme cela s'est passé dans d'autres situations, grâce à quelques ajustements plus ou moins violents, la situation de l'économie portugaise allait s'améliorer.

Nous savons que les ajustements sont toujours douloureux mais il faut se préparer à avoir mal, même en l'absence d'ajustements. Par exemple, une austérité excessive peut contribuer à déséquilibrer encore davantage l'économie portugaise, déjà fortement en déséquilibre.

Les déséquilibres budgétaires et autres ne résultent pas seulement des erreurs commises par les gouvernements successifs. Ils découlent également de nos structures de production. La question ne se limite donc pas aux finances publiques. Elle est essentiellement d'ordre économique.

La préoccupation que je ressens chez les agents économiques et sociaux est que l'effort de la consolidation des finances est susceptible de s'avérer inconséquent. Il faut comprendre qu'il s'agit ici d'un risque réel, qui ne pourra être minimisé qu'en indiquant une voie claire, dans le sens de corriger les distorsions qui affectent notre tissu productif.

Nous avons tous entendu parler des réformes structurelles. Elles peuvent même être réalisées dans le champ législatif, mais ce sera toujours insuffisant. C'est la raison pour laquelle, à côté de l'exécution du mémorandum actuel, il est indispensable de définir un mémorandum d'une autre nature, de compter sur la participation des mêmes instances et d'autres, à savoir, la Banque européenne d'investissement, de contempler un horizon de dix ans, fruit d'un consensus politique et social large, qui permette de trouver des solutions qui contribuent à modifier la structure de notre tissu de production.

Il s'agit d'un problème de régime qui exige une solution de régime. En empruntant cette voie, les conditions seront peut-être réunies pour que les agents économiques et sociaux avec lesquels je suis en contact retrouvent à nouveau la confiance.